



Conférence de Haut Niveau sur:

L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique

Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008

Rapport National d'Investissement

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RÉSUMÉ:

La République Démocratique du Congo dispose de potentialités énormes en ressources (près de 60 millions d'habitants sur un vaste territoire de 2 345 000 km², 80 millions d'hectares de terres arables, avec un réseau hydrographique dense, un climat varié favorable à une agriculture diversifiée, etc.) Malgré cet énorme potentiel le pays est classé parmi les plus pauvres du continent (près de 75% de la population souffre de malnutrition).

La RDC avec ses immenses ressources est très vulnérable aux changements climatiques tel que démontré par l'étude du Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques. Cette étude a fait ressortir les risques climatiques les plus courants en RDC qui sont : les pluies intenses, les sécheresses prolongées, les inondations, les crises caniculaires et l'érosion côtière. La mise en œuvre des mesures préconisées dans le PANA sont susceptibles de contribuer à la préservation des immenses ressources du pays.

Le réseau hydrographique de la RDC est dense avec notamment le fleuve Congo, 1^{er} en Afrique par la superficie de son bassin versant (3 822 000km²) et son débit moyen et 2^{ème} dans le monde derrière l'Amazone (6 300 000 km² et 100 000 m³/sec). Le potentiel d'irrigation estimé est de 4 à 7 million d'hectares, mais la superficie totale irriguée est de 10 500 ha (AQUASTAT, 2007). Le potentiel hydroélectrique de la RDC est estimé à 100 000 MW, soit 13% du potentiel hydroélectrique mondial. La puissance totale installée est estimée actuellement à 2 516MW, soit 2,5% du potentiel total et la production moyenne possible à 14 500 GWH, la production effective, n'est actuellement que de 6 000 à 7 000GWH. Les grandes orientations politiques du Gouvernement dans le domaine de la mise en valeur des ressources en eau prévoient le développement de l'agriculture irriguée (16 000 ha) ainsi que le développement de l'hydroélectricité (étude de faisabilité pour Inga 3, ainsi que la réhabilitation des centrales existantes (Inga 1 et 2).

Le pays a connu des décennies de troubles socio-politico-militaires, qui ont fortement entravé son développement et contribué à la destruction de ses immenses ressources. A la faveur du retour progressif à la paix, le pays s'est doté de plusieurs instruments de politiques et stratégies pour le développement durable des ressources disponibles pour la satisfaction des besoins vitaux de la population et la réduction de la pauvreté.

La mise en valeur de l'énorme potentiel en ressources naturelles notamment les ressources en eau du pays nécessite la mobilisation d'importantes ressources financières. C'est dans ce contexte que des financements sont recherchés.

1 CONTEXTE

1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agriculture

Le potentiel agricole de la RDC est immense et est estimé à 80 millions d'ha de terres arables, une diversité climatique et une abondance d'eau qui permettent de cultiver une grande variété de produits, assez de pâturages pour l'élevage, 125 millions d'hectares de forêts tropicales et un potentiel halieutique de 700 000 tonnes de poissons. Malgré ce potentiel, la performance du secteur agricole est très faible, les terres agricoles mise en valeur ne représentent qu'environ 3,3% de la superficie du pays, les productions agricoles sont en régression constante. L'agriculture représente 45,7% du PIB de la RDC et elle constitue la principale source de revenu, surtout chez les pauvres. L'agriculture continue d'être le secteur de l'économie qui fournit le plus d'emplois, elle occupe 47% des hommes et 53% des femmes. L'environnement naturel est favorable à la production agricole.

On distingue deux types d'agriculture: un secteur moderne constitué de grandes exploitations agricoles ou d'élevage et un secteur traditionnel de type familial, où sont cultivées des surfaces réduites suivant des techniques relativement rudimentaires. Les petites exploitations sont au nombre de 3 ou 4 millions, réparties sur 4,5 à 6 millions d'hectares, chaque ménage cultivant en moyenne 1,5 ha. Le système d'exploitation est peu productif et les rendements sont en fonction de la superficie plutôt que de la productivité de l'unité de surface. Les systèmes de production des cultures vivrières sont essentiellement pluviaux et les cultures dominantes sont les plantes à tubercules, la banane plantain, le maïs, le riz, l'arachide, le haricot, et le palmier à huile. L'exploitation agricole moderne se fonde essentiellement sur les cultures de rente (café, thé, palmier à huile, hévéa, cacao, quinquina, canne à sucre). Récemment, les zones périphériques des centres urbains ont vu se développer la production maraîchère irriguée.

Irrigation et contrôle de l'eau

La RDC dispose d'un potentiel en terres irrigables estimé de 4 à 7 million d'hectares, incluant les petits périmètres de bas-fonds. Malgré ce potentiel très important, les périmètres aménagés ne dépassaient pas 13 500 ha en 1995. Les périmètres en maîtrise totale couvraient 10 000 ha et les zones basses équipées 500 ha. Les superficies de bas-fonds et marais non équipés représentaient alors 2 000 ha et les cultures de décrue 1 000 ha. En 2000, il était estimé que seuls 6 800 ha des superficies équipées étaient réellement irriguées.

La plupart des périmètres irrigués sont dans un état de délabrement à cause notamment des destructions et des pillages enregistrés tout au long des années de troubles sociopolitiques, du manque d'entretien des infrastructures et de la faiblesse des capacités des exploitants.

Les systèmes d'irrigation à petite échelle avec une participation majeure des producteurs sont réputés très performants. Par ailleurs, l'horticulture et la riziculture irriguées ont un potentiel productif et rémunérateur élevé sur les sites de Pool Malebo (vaste zone inondable par les crues saisonnières et située entre Kinshasa et le fleuve Zaïre avec une potentialité de 6 000 ha) et Loma (potentialité de 400 ha), grâce à la proximité des villes de Kinshasa et de Mbanza-Ngungu. De plus, l'irrigation et le drainage sont souvent mal maîtrisés: les champs des horticulteurs (zones urbaines et périurbaines) souffrent, suivant les saisons, aussi bien d'un excès d'eau (mauvais drainage) que de manque d'eau (eau insuffisante ou équipement d'exhaure et d'irrigation indisponible ou mal utilisé).

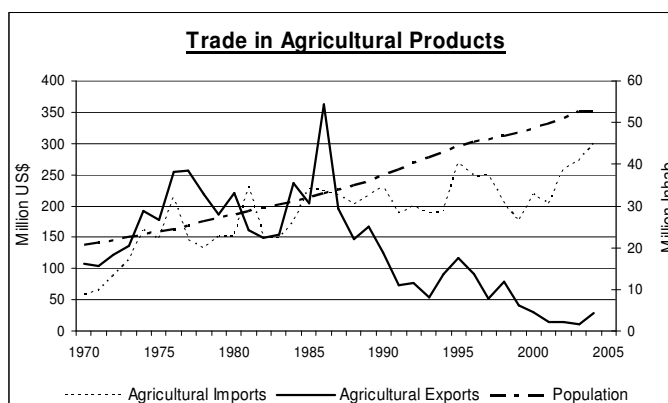
Le pays dispose de grands ouvrages de contrôle de l'eau tel que les barrages de Inga 1 et 2, bien que le fonctionnement de ces ouvrages soit en deçà de leurs capacités respectives.

Sécurité alimentaire

La RDC est dans un état de pauvreté généralisée, on estime qu'environ 32% de la population souffre de dénutrition, le nombre de personnes malnourris avait atteint les 38 millions en 2000-2001 soit environ 75% de la population. L'incidence de la pauvreté est estimée à 70,85% (DRSP, juillet 2006). Elle est singulièrement prononcée dans les zones rurales où vivent plus de 80% de la population avec moins d'un dollar par jour. L'insécurité alimentaire et la malnutrition frappe la majeure partie de la population de surcroît fragilisée par les pandémies du VIH/SIDA et le paludisme.

Balance commerciale agricole

Malgré son énorme potentiel agricole, la RDC fait face à un déficit alimentaire de plus en plus aigu. Les principales causes de cette crise alimentaire étant entre autre, l'abandon de l'activité de production à cause des troubles socio-politico-militaires, le manque d'investissement dans le secteur, le manque d'intrants agricole et la faiblesse de la capacité technique des différents acteurs. Cet état de fait a entraîné des importations massives de produits agricoles, ainsi le volume des importations des principaux agricole est passé de 146 millions \$EU en 1975 à presque 300 millions \$EU en 2004.



D'après le graphe ci-dessous, la RDC est devenue un importateur net en 1987. A partir de cette date, le déficit de la balance commerciale agricole ne cesse d'augmenter jusqu'à atteindre environ 270 millions \$EU en 2004 soit 10 fois la valeur de 1987.

1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

La RDC regorge d'importantes ressources en eau douce dont l'essentiel se trouve dans le bassin du fleuve Congo. De par sa position géographique la RDC appartient à deux des principaux bassins hydrographiques dans le monde et en Afrique, à savoir, le bassin du fleuve Congo dont elle occupe 61% et le bassin du Nil (White Nile) dont elle abrite l'une des têtes de sources à partir du lac Edouard.

Situé en plein cœur de l'Afrique et à cheval sur l'Equateur, la RDC est l'un des pays les plus arrosés du continent africain. Il enregistre une pluviosité importante répartie sur toute l'année, soit en moyenne 1534 mm/an. Bien que les données soient plutôt surannées et nécessitent d'être mises à jour au prix des campagnes de collecte et d'observations et d'autres études ou prélèvements sur terrain, le caractère abondant du patrimoine hydrique de la RDC demeure réalité. Avec un débit moyen estimé à 40 000 m³/sec et le débit minimal et maximal respectivement à 23 000 et 80 000 m³/sec, le fleuve Congo se classe 1^{er} en Afrique par la superficie de son bassin versant (3 822 000 km²) et son débit moyen et 2^{ème} dans le monde derrière l'Amazone (6 300 000 km² et 100 000 m³/sec).

L'abondante pluviosité permet d'avoir 2 saisons de cultures par an, le pays dispose d'un réseau de cours d'eau dense d'où la disponibilité de l'eau pour l'irrigation et la production d'énergie électrique. Le volume total de ressources en eau renouvelable est estimé à 1 283 km³, de cette quantité, environ 0,11 km³ sont prélevées pour l'agriculture, ce qui est insignifiant.

La riche hydrographie de la RD. Congo lui confère un potentiel hydroélectrique estimé à 100 000 MW, soit 13% du potentiel hydroélectrique mondial. La puissance totale installée est estimée actuellement à 2 516 MW, soit 2,5% du potentiel total et la production moyenne possible à 14 500 GWH. La production effective, n'est actuellement que de 6 000 à 7 000 GWH. La quasi-totalité de la capacité de production hydroélectrique est de 96%. Le reste étant essentiellement constitué de centrales thermiques de faible puissance et, pour la plupart, situées dans des zones isolées. Le barrage d'Inga, sur le fleuve Congo, est la principale source de production d'énergie hydroélectrique, et comprend aujourd'hui deux centrales ayant une puissance totale de 1 775 MW (Inga I avec 6 groupes totalisant 351 MW et Inga II avec ses 8 groupes totalisant 1 424 MW).

Malgré ces atouts, les centrales d'Inga ne produisent ensemble que 40% de leur capacité. Une bonne partie de cette production est destinée à l'exportation laissant ainsi la demande locale insatisfaite.

Cette situation fait que le taux d'accès des populations à l'électricité est de 1% en milieu rural, 30% dans les villes et 6% sur le plan national alors que la moyenne en Afrique subsaharienne est de 24,6%.

1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

En dépit de son énorme potentiel en ressources (80 millions d'ha de terres arables, réseau hydrographique dense, 125 millions ha de pâturages, etc.), la RDC est un pays extrêmement vulnérable aux changements climatiques. En effet l'analyse de la situation socio-économique de la RDC fait ressortir une vulnérabilité générale de tous les secteurs vitaux du pays.

A l'horizon d'étude (2050-2100) les précipitations annuelles seraient 7 à 11% supérieures aux valeurs actuelles; il s'ensuivra d'une part, le lessivage, la dégradation des sols par l'érosion ainsi que des inondations, et d'autre part, une augmentation du taux d'évaporation suite à l'augmentation de température de l'ordre de 1,5 à 4,5°C.

L'agriculture est, parmi les principaux secteurs économiques, le plus vulnérable à la dégradation de l'environnement parce qu'elle dépend directement des systèmes et des ressources naturelles, dont le climat. En effet l'augmentation de la température, des précipitations et des émissions de gaz carbonique n'est en général pas préjudiciable à la production végétale sensu stricto, c'est à dire à l'amélioration de la croissance végétale. Car, dans une certaine limite, plus il y a de l'eau et qu'il fait chaud, plus la croissance végétale sera grande, aussi bien pour les plantes de cultures que pour les mauvaises herbes. Ainsi, les effets du changement climatique ne vont pas affecter directement la productivité intrinsèque du végétal, mais sa productivité générale en terme de rendement global. Mais, l'impact le plus important du changement climatique pour le secteur agricole en RDC est sans nul doute la dégradation des terres. Cela signifie la perte partielle ou totale de la productivité quantitative ou qualitative, ou les deux, résultant de phénomène tels que l'érosion des sols, la perte de fertilité des sols, la détérioration de la structure des sols, le déboisement, les méthodes culturales inadéquates et les cultures sur des terres marginales.

2 STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE

2.1 CONTEXTE POLITIQUE

La RDC dispose de documents de politiques pour les secteurs vitaux de développement tels que l'eau, l'agriculture et l'énergie.

Les politiques et stratégies nationales de développement de ressources en eau à usage agricole sont contenues dans un projet du Gouvernement Central financé par la BAD. Ce projet intitulé « CODE DE L'EAU » est en cours d'approbation au niveau du Gouvernement.

Le *Programme de mise en valeur des ressources en eau* a des fins agricoles. Ce programme vise particulièrement la réhabilitation des ouvrages hydroagricoles existants ainsi que les ouvrages hydroélectriques tombés en désuétude dans certaines parties du territoire national. Il est également prévu dans le cadre de ce programme la réalisation de nouveaux ouvrages hydroagricoles (DRSP l'horizon 2011). Dans le domaine des aménagements hydroagricoles le Gouvernement s'est fixé comme objectif à moyen terme de réaliser environ 16 000 ha d'irrigation à petite échelle.

Dans le secteur agricole le document de politique constitue la base de la planification des actions qui concourent au développement du secteur agricole. Dans ses grandes orientations, le document de politique agricole a entre autre retenu: l'accroissement des revenus du monde rural (donc réduction de la pauvreté en vue des OMD); la diversification des filières d'exportations agricoles; le développement de la production animale; le développement de la pêche; l'élaboration d'un code agricole; l'application stricte de toutes les mesures d'exécution du Décret 05/11/116 du 24 octobre 2005 et de toutes les mesures du code forestiers et de la conservation de la nature; la mise en place des conseils agricoles provinciaux avec pour objectifs la structuration du monde rural, la diffusion des techniques et de l'information sur les prix et marchés; l'élaboration d'un programme d'évacuation des produits agricoles, notamment des zones périurbaines vers les centres de consommation en vue de faire baisser les prix des denrées de base (confirmant par là à la réduction de l'insécurité alimentaire); etc.

Dans le domaine de l'énergie, les grandes orientations de la politique nationale sont les suivantes: développer le site d'Inga en accélérant les travaux de réhabilitation des centrales d'Inga I et Inga II; la

construction de la seconde ligne Inga-Kinshasa ; le renforcement de la ligne Inga-Kolwezi ; le démarrage des études de faisabilité de la centrale Inga II ; l'élaboration d'un plan directeur sur l'électricité rurale.

Dans le cadre de l'électrification rurale, les actions envisagées sont: l'élaboration d'un programme national d'électrification rurale et la mise en place d'une structure et d'un chronogramme d'exécution ; le développement de l'utilisation d'autres formes d'énergie primaires, alternatives pour la production de l'électricité (Energies nouvelles et renouvelables telles - les hydrogénérateurs flottants- les microcentrales, solaires, éoliennes, biogaz) ; l'accélération de la mise en œuvre des réformes institutionnelles du sous-secteur.

En ce qui concerne le changement climatique, le Gouvernement de la RDC, avec l'assistance des partenaires au développement (FEM, PNUD) a élaboré le Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA) en 2007. Le PANA a permis entre autre d'établir l'inventaire des risques climatiques les plus courants ainsi que leur tendance et les mesures d'adaptations urgentes appropriées à envisagées.

2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe d'investissement pour le court, moyen et le long terme est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Elle a été établie sur la base du PDDAA du NEPAD.

Échelle de temps	Type d'investissement (millions \$EU)			
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Réhabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	Total
Court terme	121	6	1	128
Moyen terme	76	13	8	97
Long terme	38	2	16	57
Total	236	21	26	282

2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

La section 3 présente les projets récemment achevés, les projets en cours et les projets en attente de financement (projet en voie de financement ou idées de projets).

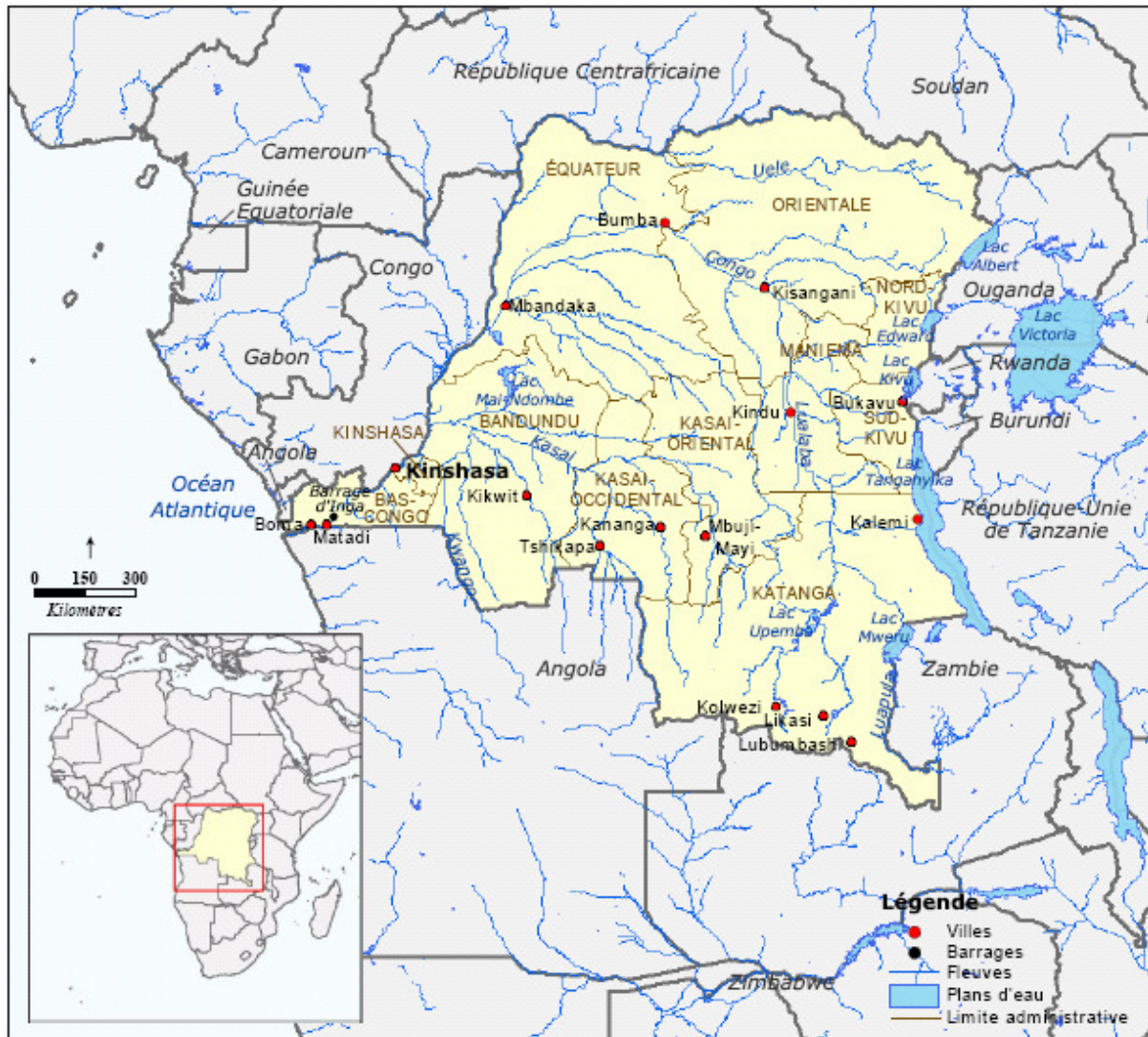
1. PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
I. PROJETS RÉCEMMENT ACHIEVÉS				
KIMPOKO	Belgique	2006	23.784 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
NZUNDU	Belgique	2006	22.934 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
KASHAMOTO	Belgique	2006	17.583 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
PANDA	Belgique	2006-2007	23.936 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
SAIO	Belgique	2006-2007	22.615 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
CDC	Belgique	2006-2007	18.284 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
II. PROJETS EN COURS				
Réhabilitation des groupes I et III de la centrale de Tshopo à Kisangani	Belgique	2007-2009	8.000.000 USD	Résorber le déficit énergétique ville
Fiabilisation des groupes 1,2 et 3 d'Inga 1 et installation de la surveillance des vibrations à Inga 2	Banque mondiale	2007-2009	7.839.404,35 USD	Un complément viendra du PМЕDE doté d'un Budget important
Fourniture d'une roue de turbine francis pour les groupes d'Inga 2 B	Banque mondiale	2008	3.973.500 USD	En cas de nécessité cette roue peut être montée sur n'importe quel groupe de Inga 2B
Fiabilisation du groupe 3 d'Inga II	Mag Energy	2007-2009		Ce projet vise l'augmentation et la fiabilisation de la puissance fournie au réseau de transport
Fiabilisation des centrales hydroélectriques de N'seke, Nzilo et Mwadingusha au Katanga	Banque mondiale	2007-2009	4.329.436,25€ 2.029.647,95USD	Résolution des certains problèmes cruciaux des centrales
Remise en état des groupes de production des centrales du Katanga en partenariat avec les entreprises minières	Partenariat TFM - DCP	2007-2009		La puissance sera augmentée à N'seke. Ainsi, l'amélioration de la qualité en fourniture.
Fiabilisation des équipements électromécaniques et de génie civil des centrales hydroélectriques isolées (Kilubi, Kiyimbi et Mobayi)	SNEL + Minergie	2007-2009		L'état de dégradation de ces centrales doit être stoppé
Electrification de la ville de Kindu et ses environs	Gouvernement et SNEL	2007-20098	CER+SNEL	Consolider la réhabilitation de la centrale hydroélectrique
Projet agricole de Coopération Sino-congolaise de Ndjili/Kinshasa	RDC/CHINE	2005-2009	640.870,61USD	Vulgarisation de la culture de riz, maraîchage et formation des cadres congolais en Chine
KIMBANSEKE	Belgique	2008	26.574 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
NDJILI	Belgique	2008	26.593 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
MAKANZA	Belgique	2008	29.386 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
MWENDA	Belgique	2008	27.793 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
TSHIAMALELE	Belgique	2008	7235 USD	Construction mini-barrage, canalisations primaires, secondaires et tertiaires
III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS				
Réhabilitation des périmètres rizicoles prioritaires	FAO-NEPAD	5 ans	8,000,000 USD	Principales composantes du projet : (i) Réhabilitation des infrastructures ; (ii) Renforcement des activités productrices ; (iii) Renforcement des capacités organisationnelles des producteurs ; (iv) Valorisation des productions ; (v) Gestion du projet

Travaux de construction de la microcentrale de Ngudi-Tadi (Bas Congo)	Développement Rural. A rechercher	2009-2010	2.500.000 USD	Electrification de Ngudi et 9 localités environnantes. P = 250Kw
Construction de la microcentrale de Nsangi (Bas Congo)		2009-2010	1.200.000 USD	P= 200Kw
Microcentrale de Kinzono		2009-2010	400.000 USD	P = 50Kw
Microcentrale de Mbankana		2009-2010	600.000 USD	P = 100Kw
Microcentrale de Mbombo Lumene		2009-2010	600.000 USD	P = 200Kw
Microcentrale de Feshi (BANDUNDU)		2009-2010	2.500.000 USD	P = 1MW
Microcentrale de Tshiaba (Territoire de Lupatapata)		2009-2010	1500.000 USD	P = 400Kw
Aménagement hydroélectrique de Tulubi Tubidi (Territoire de Kabeya-Kkamwanga)		2009-2010	122.000.000 USD	
Microcentrale de Djeko (Territoire de Katakokombe)		2009-2010		
Microcentrale de Nundu et Microcentrale de Makobola		2009-2010	250.000 USD	P = 40Kw
Microcentrale de Boyulu pour électrification de Bafwasende		2009-2010	10.000.000 USD	P = 2Mw
Microcentrale de Monkoto		2009-2010	850.000 USD	
Ampénagement hydroagricole en RD Congo	A rechercher			Aménagement de 11000ha de périmètres rizicoles, soit 100ha/ province. Production des semences de riz et du paddy.
Bureau Projet Mbanza-Ngungu	Belgique	2008-2010	500.000 USD	Réhabilitation ouvrages datant d'avant 2006 à réparer. Ouvrages neufs. Construction des mini-barrages hydrauliques et leurs canalisations pour des petits périmètres allant de 2 à 10ha.
Bureau Projet Kinshasa	Belgique	2009-2010		Réhabilitation. Ouvrages neufs
Bureau Projet Lubumbashi	Belgique	2009-2010		Réhabilitation. Ouvrages neufs
Bureau Projet Likasi	Belgique	2009-2010		Réhabilitation. Ouvrages neufs
Bureau Projet Kisangani	Belgique	2009-2010		Réhabilitation. Ouvrages neufs
Réhabilitation des grandes périmètres : La Ruzizi (Sud /Kivu)	A rechercher (manifestation d'intérêt par la GTZ)	2008-2011	7.300.000 USD	Réhabilitation de 1825ha pour la culture de riz, haricot et oignon. Travaux : réfection barrage et canalisations.
Réhabilitation des grandes périmètres : Pool Malebo (Kinshasa), Kiliba (Sud Kivu)	Idem	2008-2011	11.200.000 USD	Réhabilitation de 2600ha –Culture de riz, maraîchage, maïs. Travaux : réfection barrage et canalisations
Réhabilitation des grandes périmètres : Loma (Bas-Congo)	Idem	2008-2011	2.000.000 USD	Réhabilitation de 500ha, Culture de riz, maïs. Travaux : réfection barrage et canalisations
Réhabilitation des grandes périmètres : Ndjili (Kinshasa)	Idem	2008-2011	500.000 USD	Réhabilitation de 100ha. Culture maraîchère. Travaux : réfection barrage et canalisations
Réhabilitation des grandes périmètres : Kiliba (Sud Kivu)	Idem	2008-2011	2.000.000 USD	Réhabilitation de 1500ha. Culture riz, canne à sucre. Travaux : réfection barrage et canalisations
Réhabilitation des périmètres de petite et moyenne échelle : Tshuangé (Kin)	A rechercher (manifestation d'intérêt par la GTZ)	2008-2011	1.000.000 USD	Réhab. 500Ha pour les cultures maraîchères et de riz, Travaux : réfection barrage et canalisations
Réhabilitation des périmètres de petite et moyenne échelle : Luala (Bas-Congo)	Idem	2008-2011	2.000.000 USD	Réhabilitation de 1.000Ha –Culture du haricot, oignon et maïs. Travaux : réfection barrage et canalisations
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Sandoa	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 515ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Kongolo	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha

(Katanga)				
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Nyunzu (Katanga)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 570ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Kimpangu (B/Congo)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Songololo (B/Congo)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Plateau de Bateke (Kin)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 520ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Pool Malebo (Kin)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Gungu (Bandundu)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Ggandajika (Kasaï-Oriental)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Lodja (Kasaï-Oriental)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Mweka (Kasaï-Occidental)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Bumba (Equateur)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Djegu (Prov.Oriental)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 600ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Kabambare (Maniema)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Semilki (Nord-Kivu)	Idem	2008-2011	2.300.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Nouveaux Ouvrages de petite et moyenne échelle : Ruzizi (Sud-Kivu)	Idem	2008-2011	2.355.000 USD	Aménagement complet sur 550ha
Constitution banque des données pour les paramètres d'irrigation	Idem	2008-2012	3.000.000 USD	Amélioration des études et qualité d'ouvrages
Renforcement des capacités sur le drainage et l'irrigation	Idem	2008-2013	3.000.000 USD	Développement des capacités de conception et d'exécution des projets de drainage et d'irrigation

ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

Pays et population								
Superficie du pays	2005	234486	1000 ha					
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2005	3.3	%					
Population totale	2005	57549	1000 habitants					
• dont rurale	2005	67	%					
Population active dans le secteur agricole	2005	14433	1000 habitants					
• en % de la population active	2005	61	%					
• féminine	2005	53	%					
• masculine	2005	47	%					
Economie et développement								
Produit intérieur brut (PIB)	2007	8955	millions US\$/an					
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	45.7	%					
• PIB par habitant	2007	144	US\$/an					
Accès aux sources améliorées d'eau potable								
Population totale	2006	46	%					
Population urbaine	2006	82	%					
Population rurale	2006	29	%					
L'eau: ressources et prélèvement								
Précipitations moyennes	2007	3618.1	10 ⁹ m ³ /an					
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	1283	10 ⁹ m ³ /an					
Indice de dépendance	2007	29.9	%					
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	22294	m ³ /an					
Capacité totale des barrages			10 ⁹ m ³					
Prélèvement total en eau	2000	0.36	10 ⁹ m ³ /an					
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	0.03	%					
IRRIGATION ET DRAINAGE								
Potentiel d'irrigation	2007	7000	1000 ha					
Contrôle de l'eau								
Irrigation, maîtrise totale/partielle: superficie équipée	1995	10.0	1000 ha					
Zones basses équipées	1995	0.5	1000 ha					
Superficie totale équipée pour l'irrigation	1995	10.5	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	1995	0.1	%					
• augmentation par an		-	%					
• superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée	1995	3.7	%					
• partie de la superficie équipée réellement irriguée	1995	80.0	%					
Zones basses et cultures de décrue non équipée	1995	3.0	1000 ha					
Superficie totale avec contrôle de l'eau	1995	13.5	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	1995	0.2	%					
• superficie drainée en % de la superficie cultivée	1995	0.05	%					
Périmètres en maîtrise totale/partielle								
Périmètres d'irrigation de petite taille (<100 ha)	1995	1.48	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de taille moyenne (100-1000 ha)	1995	0.22	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de grande taille (>1000 ha)	1995	8.30	1000 ha					
Cultures irriguées								
Riz	1998	8.0	1000 ha					
Canne à sucre	1995	11.2	1000 ha					
INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES								
Production d'énergie	2005	17.39	Mtep					
Importations nettes	2005	-0.42	Mtep					
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2005	16.97	Mtep					
- ATEP par habitant	2005	0.29	tep/capita					
- ATEP/PIB	2005	3.24	tep/mille 2000 US\$					
- ATEP/PIB (PPA)	2005	0.46	tep/mille 2000 US\$ PPA					
Consommation d'électricité (CE)	2005	5.35	TWh					
- CE par habitant	2005	93	kWh/capita					
APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE PRIMAIRE (ANNÉE)*								
	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydraulique	Autres Renouvelables et perte	Autres	TOTAL
Production	72	0	991	0	636	15691	0	17390
Importations	178	0	0	551	0	0	1	730
Exportations	0	0	-991	-5	0	0	-155	-1151
Soutes maritimes internationales	0	0	0	-2	0	0	0	-2
Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0
Approvisionnement total d'énergie primaire	250	0	0	544	636	15691	-154	16967

*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

RÉFÉRENCES

- AQUASTAT - Système d'information de la FAO sur l'eau et l'agriculture.
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.
<http://www.fao.org/docrep/009/ag143f/ag143f00.htmf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- Etat des lieux de l'hydraulique agricole en RDC, FAOSFC
- La communication nationale initiale de la RDC sur les changements climatiques, 2000
<http://unfccc.int/resource/docs/natc/rdcnc1.pdf>